

Touche pas à ma vitesse de pointe

Anathème

Les Pays Bas viennent de l'annoncer : la vitesse maximale sur les autoroutes va être ramenée à 100 km/h. L'accord du gouvernement bruxellois, de son côté, prévoit de faire de notre capitale une immense « zone 30 ». Le projet d'interdire les SUV en ville est de plus en plus souvent évoqué... Tout cela nous renvoie aux heures les plus sombres de l'histoire, quand nos grands-parents, acquéreurs de leur première Jaguar, avaient fait les frais du premier choc pétrolier et vu leur vitesse maximale sur autoroute limitée à 120 km/h. Errant comme des âmes en peine, se trainant sur le chemin de la mer, ils faisaient jeu égal avec les Simca 1100 et les Renault 5 dont ils avaient tant cherché à se démarquer.

L'objectif de ces restrictions de la liberté automobile est de réduire dans un même temps les émissions de gaz à effet de serre et le nombre de morts sur la route. On peut bien entendu difficilement contester le fait que tant la mortalité sur la route que la pollution due au trafic diminuent avec la vitesse des véhicules. Mais, justement, là n'est pas la question. En effet, ce n'est un mystère pour personne que notre mode de vie fait des victimes et que, mieux on se porte, plus on fait de victimes. Délocaliser des entreprises vers des pays peu regardants sur les conditions de travail, partir en vacances en avion quand bon nous semble, consommer

viande et produits exotiques, chauffer notre piscine privée ou témoigner de notre vie passionnante sur les réseaux sociaux, tout cela coute, pollue et tue. Il est vrai que, le plus souvent, les victimes sont socialement et géographiquement éloignées, ce qui nous épargne d'éventuels cas de conscience au moment d'acquérir une berline de luxe.

Quoi qu'il en soit, on aurait tort de considérer ces hécatombes comme inadmissibles et de s'employer à y mettre fin. Car le cout en serait considérable : il y va de notre mode de vie, de nos droits fondamentaux, de notre bonheur de consommateurs, de nos privilèges, durement acquis à la sueur du front du prolétariat. Il faut donc se garder de prendre la chose à la légère et d'adopter des mesures par trop radicales et précipitées.

En outre, il faut le reconnaître, nous qui sommes en charge de la destinée du monde, qui créons les richesses ruisselant ensuite d'abondance sur les miséreux, qui nous chargeons du sale boulot consistant à mettre la planète en coupe réglée au bénéfice de la croissance, qui créons les besoins à venir, qui imaginons les richesses de demain, qui fédérons autour de nos initiatives des hordes de suiveurs, nous qui sommes le moteur des sociétés humaines sommes bien peu remerciés pour notre dévouement.

Nous nous sommes, certes, habitués aux lazzis des syndicalistes, aux crachats des zadistes et aux insultes des communistes. On ne peut pas plaire à tout le monde et notre intime conviction d'être des justes, ainsi que la fréquentation exclusive de nos semblables, nous permettent de considérer ces bassesses avec détachement. Nous ne sommes pas reconnus à notre juste valeur ? On ne nous témoigne pas un respect à la hauteur de nos mérites ? Nous sommes des sauveurs ignorés, méprisés ? Soit. Qu'il nous soit à tout le moins permis de nous payer sur la bête et de récompenser notre dévouement par de justes rémunérations.

C'est pourquoi, si nous pouvons survivre au mépris, il nous est impossible d'admettre que l'on porte atteinte à notre mode de vie. Faudrait-il encore que nous subissions les attaques des envieux et des révolutionnaires envers notre (bonne) chère, envers nos berlines et envers nos villas de luxe ? Faudrait-il que nous soyons privés du droit de définir le juste et l'injuste, le sauveur et le profiteur, le moral de l'immoral ? Faudrait-il que nous renoncions à faire de l'État le bras armé des grands desseins que nous échafaudons pour l'humanité ? Faudrait-il que nous acceptions d'être traités comme des pauvres ? Jamais !

Car enfin, jusqu'ici, c'étaient bien les gens de peu qui se voyaient reprocher leur incurie, leur immoralité, leur mode de vie. Compter leurs brosses à dents à 5 heures du matin, les placer sous la tutelle des services de harcèlement des allocataires sociaux, épilucher leurs extraits de compte, s'inquiéter de leur alimentation trop grasse et dénoncer le train de vie au-dessus de leurs moyens sont des manières habituelles et admissibles d'encadrer les déclassés. Que l'on prive ces populations de leur voiture en interdisant les modèles anciens dans nos villes ne soulève aucune objection.

Mais que l'on se permette des mesures indistinctes, portant atteinte à notre droit à jouir de nos véhicules, c'est trop !

Le monde doit être sauvé, certes, mais en restreignant, pour le plus grand nombre, et donc pour les plus démunis, le droit de circuler en voiture ou en avion, de manger de la viande, de bien chauffer son logement ou de consommer des produits d'importation. Pas de manière brutale et irraisonnée, en visant tout un chacun. Certes, comme toujours, les petits regarderont les grands manger, passer au volant de bolides rutilants ou arborer un magnifique bronzage en février, mais puisqu'il semble bien impossible que nous vivions tous dans cette opulence, le sacrifice des démunis est inévitable. Ce n'est qu'à ce prix qu'il sera possible, pour quelques-uns, faute de mieux, un mode de vie fondé sur une consommation effrénée et une jouissance sans retenue, expression la plus achevée des valeurs et des accomplissements de notre civilisation. Que la frugalité des uns permette la prodigalité des autres est, au fond, un noble fonctionnement social. Qui voudrait, au fond, d'une mise de tous au pain sec et à l'eau ?

Du reste, à n'en pas douter, si l'utilité de leur sacrifice leur est correctement expliquée, les pauvres, eux-mêmes, seront enchantés d'œuvrer à la préservation de notre culture et à la défense de nos valeurs. S'il leur restait un doute, il suffirait de leur rappeler que le sacrifice des plus faibles fait partie intégrante de notre civilisation occidentale.